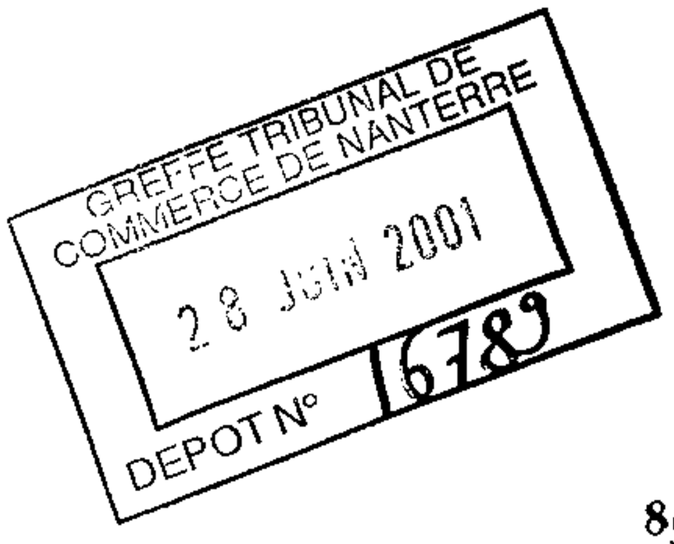
Annexe objet global

95B2991



« ABEC SECURITE »
société à responsabilité limitée
Capital : 50.000 F
siège social :
85, avenue Jean Baptiste Clément - 92100 BOULOGNE

R.C.S. NANTERRE B 389 305 442

PROCES VERBAL DE DELIBERATION

DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

convoquée notamment pour :
l'approbation des comptes clos le 31 Mars 2000
l'agrément d'un nouvel associé
le changement de la gérance
et la modification des statuts sociaux

L'an deux mil un,

et le sept avril,

à dix heures trente,

Les associés de la société « ABEC SECURITE », société à responsabilité limitée au capital de 50.000 francs, se sont réunis au siège social, à BOULOGNE (92100) - avenue Jean Baptiste Clément, numéro 85,

En assemblée générale mixte,

Sur la convocation orale et individuelle faite par la gérance.

Sont présents :

- Monsieur COURDIER Luc, demeurant actuellement à LA COURNEUVE (Hauts de Seine) - 45, rue Emile Zola,

- Monsieur COURDIER Jacques, demeurant actuellement à FONTENAY SOUS BOIS (Val de Marne) - 85, avenue des Charmes,

- Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON, gérante de la société, demeurant actuellement à BOULOGNE BILLANCOURT (Hauts de Seine) - 40, rue Anna Jacquin,

Qui détiennent ensemble 500 parts sociales sur un total de 500 parts,

L'assemblée est donc habilitée à prendre les décisions ordinaires et extraordinaires pour lesquelles cette majorité est requise.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON, gérante de la société.

Il est rappelé que la présente assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

- rapport de la gérance sur la situation et l'activité au cours de l'exercice clos le 31 mars 2000 et situation de la société au jour du présent procès-verbal,

- examen et approbation des comptes et du bilan de l'exercice social clos le trente et un mars deux mil,

- affectation des résultats dudit exercice social,

- quitus à la gérance,

- approbation des conventions visées par l'article 50 de la loi numéro 66-537 du 24 juillet 1966 et des appointements et remboursements de frais perçus par les personnes de la société les mieux rémunérées,

- démission de la gérance et nomination d'un nouveau gérant,

- agrément d'un nouvel associé au sein de la société et modification corrélative des statuts sociaux,

- questions diverses.

Ensuite, il est donné lecture du rapport de gestion et du rapport spécial de la gérance.

Ces lectures terminées, la discussion est ouverte.

Diverses observations sont échangées entre les membres de l'assemblée.

Puis, personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises successivement aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés donne acte à la gérance de ce que les dispositions des statuts concernant tant la convocation de l'assemblée que la communication des documents comptables et sociaux d'information ont bien été respectées.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion et du rapport spécial de la gérance, approuve lesdits rapports ainsi que les comptes et le bilan de l'exercice social clos le 31 mars 2000, ainsi que toutes les opérations traduites par lesdits comptes, tel que le

tout est présenté par la gérance, et qui fait apparaître un bénéfice comptable de :

- 434.353 francs.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés, sur proposition de la gérance, décide d'affecter le résultat dudit exercice, soit la somme de :

- 434.353 francs,

sous forme de distribution de dividende, suivant les modalités qui seront précisées ci-après.

Par ailleurs, l'assemblée générale des associés décide d'opérer une distribution complémentaire, prélevée sur les 5 exercices antérieures, à raison de :

- 415.647 Francs

Ainsi, chaque part sociale donnera ainsi droit à un dividende de 1.700 Francs et la mise en paiement de ces dividendes aura lieu à compter de ce jour et sera effectuée au plus tard le 30 Septembre 2001, conformément à l'article L. 347-1 alinéa 2 et D 246 de la loi sur les sociétés commerciales.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés donne quitus, entier, définitif et sans réserve, à :

- Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON, gérante de la société depuis sa constitution,

tant de son administration que de sa gestion lors de l'exercice dont s'agit.

Par ailleurs, les associés reconnaissent :

- avoir parfaitement connaissance de la gestion opérée par Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON, depuis la fin de l'exercice clos le 31 Mars 2000, à ce jour,

- approuver cette gestion dans son ensemble.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée des associés, après avoir entendu lecture du rapport spécial de la gérance, approuve sans réserve toutes les conventions visées par l'article 50 de la loi numéro 66-537 du 24 juillet 1966 entre la société et la gérance ou un associé, lesquelles se sont poursuivies à des conditions normales en la matière, relativement notamment à :

- la rémunération de Monsieur COURDIER Luc, associé, en ce compris tous les avantages en nature et les remboursements de frais,

- la rémunération de Mademoiselle FLORES ANTON, en compris tous les avantages en nature et les remboursements de frais.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

Etant ici précisé que chaque intéressé s'est abstenu de prendre part au vote de cette résolution en ce qui le concerne.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale des associés, connaissance prise par elle des éléments de la comptabilité sociale, approuve purement et simplement le montant des appointements et des remboursements de frais perçus par les personnes de la société les mieux rémunérées au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire annuelle confirme la déclaration de la gérance et déclare qu'une distribution de dividendes a été effectuée au cours des trois derniers exercices sociaux antérieurs, à savoir lors de l'exercie social clos le 31 Mars 1998.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

HUITIEME RESOLUTION

La collectivité des associés prenne acte de la démission de la gérance de Madame Yolande FLORES ANTON et la remercie de son dévouement au profit de la société.

L'assemblée décide dès lors de procéder au remplacement de la gérante et de nommer en ses lieu et place, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée :

- Monsieur Jacques COURDIER, né le 1er juillet 1950 à PARIS 20ème, époux commun en biens de Madame Monique COURDIER, demeurant actuellement à FONTENAY SOUS BOIS (Val de Marne) - 85, avenue des Charmes, de nationalité française.-

lequel a déclaré accepter expressément la fonction qui lui est conférée, et certifier qu'il n'existe aucun empêchement d'ordre légal ou réglementaire pouvant lui interdire l'exercice de cette fonction.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

NEUVIEME RESOLUTION

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale déclare, dans les conditions de quorum et de majorité prescrites en matière d'assemblée extraordinaire :

- agréer Monsieur Jacques COURDIER en qualité de nouvel associé, à la suite de l'acquisition des 250 parts sociales détenues jusqu'à présent par Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON,

- décider de modifier en conséquence les articles 6 et 7 des statuts sociaux afin de régulariser vis-à-vis des tiers ces modifications statutaires.

Les statuts indiqueront désormais que les associés de la société ABEC SECURITE seront :

- Monsieur Luc COURDIER..... 250 parts
Deux cent cinquante
parts sociales

- Monsieur Jacques COURDIER..... 250 parts
Deux cent cinquante
parts sociales

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL..... 500 parts

- supprimer la mention de Mademoiselle Yolande FLORES ANTON en qualité de gérante des statuts sociaux originaires (article 17 initial).

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décharge purement et simplement la gérance du défaut de convocation par lettre recommandée avec accusé de réception et prend acte que tous les associés sont présents et détiennent ensemble l'intégralité des parts sociales.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

UFA

ONZIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités requises par la loi.

Cette résolution est adoptée
à L'UNANIMITE.-

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à douze heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé de tous les associés et de la gérante.

COURDIER Luc
lu et approuvé

COURDIER Jaeques
lu et approuvé
Bon pour acceptation de la fonction de gérant

FLORES-ANTON Yolande
lu et approuvé

lu et approuvé

Bon pour démission de mes fonctions de gérante.

CESSION DE PARTS

****

- Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON

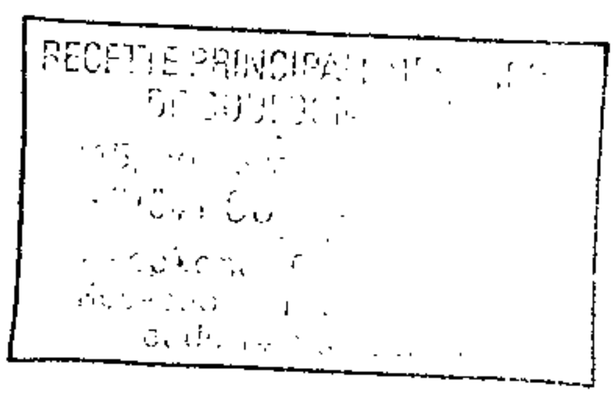
à

- Monsieur Jacques COURDIER

*
* *

Maître Roger DENOULET
Avocat à la Cour - Palais M 1206
23, avenue Théophile Gautier
75016 - PARIS

Tél. 01 42 24 01 84 / Fax 01 42 24 04 17



ENREGISTRÉ A LA RECETTE DES IMPÔTS
DE BOULOGNE BILLANCOURT NORD
Le 22 JUIN 2001

Bord. : 1731 J° 23 Reçu trente huit mille quatre cents francs

CESSION DE PARTS

****

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Mademoiselle FLORES-ANTON, née le 12 août 1966 à GIJON (Espagne), célibataire majeure, demeurant actuellement à BOULOGNE BILLANCOURT (Hauts de Seine) - 40, rue Anna Jacquin, de nationalité espagnole.-

D'une première part.-

et,

- Monsieur Jacques COURDIER, né le 1er juillet 1950 à PARIS 20ème, époux commun en biens de Madame Monique COURDIER, demeurant actuellement à FONTENAY SOUS BOIS (Val de Marne) - 85, avenue des Charmes, de nationalité française.-

D'une seconde part.-

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

YFA

YFA

JC

Préalablement à la cession de parts sociales faisant l'objet des présentes, il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

La société ABEC SECURITE est une société anonyme au capital de 50.000 Francs, dont le siège social est sis à BOULOGNE (92100) - 85, avenue Jean-Baptiste Clément.

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro B 389 305 442.

Son objet social est :

- serrurerie, activité d'achat en gros ou en détail, articles de quincaillerie, visserie, boulonnerie, serrurerie, clés, petit outillage, achat/vente de matériel de sécurité et accessoirement la pose de ces matériels.

Le code APE est 454 D.

Elle a une durée de vie de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

le capital social depuis la constitution de la société s'élève à 50.000 Francs, divisé en 500 parts sociales de 100 francs.

Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON a été désigné gérante de la société aux termes des statuts sociaux du 29 octobre 1992.

Le capital social est à ce jour réparti comme suit :

- Mademoiselle Yolande FLORES-ANTON..... 250 parts
Deux cent cinquante
parts sociales

- Monsieur Luc COURDIER..... 250 parts
Deux cent cinquante
parts sociales

Cela exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

YFA

JC

CESSION DE PARTS
****

Par les présentes,

Mademoiselle FLORES-ANTON, sus-nommée et domiciliée, cède et transporte, sous les garanties ordinaires et de droit, au profit de :

- Monsieur Jacques COURDIER,

sus nommé et domicilié, qui accepte,

Les DEUX CENT CINQUANTE (250) parts sociales d'une valeur nominale de CENT FRANCS (100 F) chacune lui appartenant dans le capital de la société à responsabilité limitée ABEC SECURITE, sus dénommée et domiciliée.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Par la présente cession, Monsieur Jacques COURDIER, cessionnaire, devient propriétaire des parts sociales cédées à compter de ce jour, date de l'acte, avec tous les droits qui y sont attachés; et aura notamment seul droit aux produits desdites parts qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour.

A cet effet, Mademoiselle FLORES-ANTON subroge le cessionnaire dans tous ses droits, actions et obligations résultant de la possession des parts sociales cédées.

Monsieur Jacques COURDIER est obligé par toutes les clauses des statuts qu'il déclare bien connaître et dont un exemplaire lui a été remis, ainsi que de tous actes modificatifs.

Il est ici déclaré qu'il n'a été délivré aucun titre de ces parts et que leur propriété résulte uniquement des actes sus-énoncés.

PRIX

Cette cession est consentie et acceptée moyennant le prix de TROIS MILLE DEUX CENTS FRANCS (3.200 F) la part, soit le prix global de :

- HUIT CENT MILLE FRANCS (800.000 F.)

YFA
YFA

JC

que Monsieur Jacques COURDIER verse à l'instant même, comptant et par les moyens légaux, à Mademoiselle FLORES-ANTON qui le reconnaît et lui donne bonne et valable quittance, sous réserve d'encaissement.

Dont Quittance
Sous réserve d'encaissement

DECLARATIONS

Mademoiselle FLORES-ANTON déclare :

- être née et domiciliée comme indiqué en tête des présentes,

- être de nationalité espagnole et résider habituellement en France,

- que les parts sociales cédées n'ont fait l'objet d'aucun nantissement, privilège ou empêchement de disposition,

- ne pas être en situation pouvant préjudicier d'une façon quelconque à la validité du présent acte et que notamment aucun séquestre ni confiscation pour quelque cause que ce soit ne grève ni menace de grever les parts sociales présentement cédées.

De son côté, Monsieur Jacques COURDIER déclare :

- être né et domicilié comme indiqué en tête des présentes,

- être de nationalité française et résider en France depuis plus de deux années.

AUTORISATION DE CESSION

Monsieur Jacques COURDIER, cessionnaire, n'étant pas associé, et les statuts sociaux prévoyant une clause d'agrément, la présente cession de parts sociales est soumise à l'autorisation de l'autre associé, Monsieur Luc COURDIER.

Aux présentes intervient Monsieur Luc COURDIER, lequel déclare agréer expressément Monsieur Jacques COURDIER comme nouvel associé.

Dont Acte.-

YFA

JC

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour l'enregistrement, Mademoiselle FLORES-ANTON » déclare :

- que les parts sociales cédées lui ont bien été attribuées lors de la constitution de la société ABEC SECURITE,

- que la présente cession n'a pas comme conséquence la dissolution anticipée de la société.

Il est en outre précisé que les parts sociales cédées n'assurent pas la jouissance de droits immobiliers.

REPARTITION DES PARTS

A l'issue de cette cession, la répartition des parts composant le capital de la société à responsabilité limitée ABEC SECURITE devient la suivante :

- Monsieur Luc COURDIER..... 250 parts
Deux cent cinquante
parts sociales

- Monsieur Jacques COURDIER..... 250 parts
Deux cent cinquante
parts sociales

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL..... 500 parts
CINQ CENT PARTS SOCIALES

INFORMATION DE LA SOCIETE

Conformément aux termes de l'article 1.690 du Code Civil, la présente cession de parts pourra faire l'objet d'une signification à la société par acte extrajudiciaire, ou sera notifiée par le dépôt d'un acte original au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, conformément à l'article 20 de la loi numéro 66.537 du 25 juin 1966 complété par la loi numéro 88.15 du 5 janvier 1988.

YFA

JC

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure respective sus-indiquée.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires de présentes et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront supportés par Monsieur Jacques COURDIER, cessionnaire, qui s'y oblige.

INTERVENTION

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 1.832.2 du Code Civil, aux présentes est intervenue, par acte séparé :

- Madame Monique COURDIER, épouse du cessionnaire,

qui déclare avoir été avertie, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 10 juillet 1982, de l'emploi des biens communs pour la présente prise de participation dans le capital de la société à responsabilité limitée ABEC SECURITE, par son conjoint, et confirme son intention de ne pas être associée, tout en consentant expressément à la présente cession.

DISPOSITIONS DIVERSES

Tous pouvoirs ont conférés au porteur d'un original des présentes en vue d'effectuer toutes formalités requises par la loi.

Fait à PARIS,
le 7 avril 2001 et 1er Juin 2001
en six originaux, dont un pour l'enregistrement et un pour être remis à la gérance de la société au titre de la notification. -

Yolande FLORES-ANTON
lu et approuvé
lu et approuvé
Bon pour cession de mes 250 parts sociales.

Luc COURDIER
lu et approuvé

Jacques COURDIER
lu et approuvé
lu et approuvé

« Société ABEC SECURITE »
SARL au capital de 50.000 F.
Siège social :
85, avenue Jean-Baptiste Clément
92100 - BOULOGNE

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

1. **Monsieur Jacques COURDIER,**
   demeurant à 85, avenue des Charmes
   FONTENAY SOUS BOIS (Val de Marne)
   né le 1er juillet 1950 à PARIS 20ème

2. **Monsieur Luc COURDIER,**
   demeurant : 9, rue Lucien SAMPAIX - 93170 BAGNOLET
   né le 29 octobre 1961 à MONTREUIL (93)

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

4FA

ARTICLE 1 : FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur, et notamment par la loi N°66-537 du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967 modifiés, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet l'exercice des professions et activités suivantes :

- l'achat pour la revente, la conception, la commercialisation et la pose de tous matériels, systèmes et dispositifs de prévention de l'intrusion vol et agression, aussi bien de nature physique, mécanique, électrique qu'électronique ;

- toutes activités de serrurerie, pose de ferronnerie, pose d'ouvrages de protection, grilles, volets, dispositifs de sécurité ;

- toutes activités de miroiterie, de commercialisation et de pose d'agencements dans les locaux professionnels ou privés ;

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets connexes.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La société prend la dénomination de :

ABEC SECURITE

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

LC

YFA

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

85, avenue Jean-Baptiste Clément - 92100 BOULOGNE

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville, par simple décision de la gérance et en tout autre lieu, par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés devront être consultés à l'initiative de la gérance à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé pourra provoquer cette consultation dans les conditions prévues à l'article 1844 du code civil.

ARTICLE 6 : APPORTS

Les soussignés apportent à la société, savoir :

Madame Yolande FLORES-ANTON une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000.00 F
Monsieur Luc COURDIER une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000.00 F
TOTAL	50 000.00 F

YFA

L C

Soit au total une somme de cinquante mille francs.
Ce total est égal au montant du capital social ci-après énoncé.

Les associés déclarent et reconnaissent que ladite somme a été versée intégralement, et dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert par la banque BANQUE DE BILBAO, 29 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS au nom de la société en formation.

Le retrait de cette somme sera accompli par la gérance sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille francs et divisé en 500 parts de 100 F chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 inclus qui se trouvent réparties comme suit :

Monsieur Jacques COURDIER DEUX CENTS CINQUANTE parts numérotées de 1 à 250	250 parts
Monsieur Luc COURDIER: DEUX CENT CINQUANTE parts numérotées de 251 à 500	250 parts
TOTAL	500 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social.

Conformément à l'article 423 de la loi du 24 juillet 1966, les soussignés déclarent expressément que les 500 parts sociales présentement créées, sont intégralement libérées et sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci dessus.

LC

4/FA

ARTICLE 8 : AUGMENTATION DE CAPITAL

Par décision extraordinaire des associés, le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création, avec ou sans prime, de parts nouvelles ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou encore par incorporation de tout ou partie des bénéfices et des réserves, au moyen de la création de parts nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés auront, sauf renonciation justifiée, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles, proportionnellement à leurs droits dans le capital, selon des modalités à définir par une décision extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital par apports en nature, ceux-ci seront évalués au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports désigné par décision de justice à la demande du gérant.

Une augmentation de capital pourra toujours être réalisée, même si elle fait apparaître des rompus. Les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires.

ARTICLE 9 : REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social pourra, par décision extraordinaire des associés, être réduit, quels que soient le motif et le mode de réalisation de cette réduction, mais à condition de ne pas porter atteinte à l'égalité des associés.

Le projet de réduction du capital est communiqué au commissaire aux comptes, s'il en existe, quarante cinq jours au moins, avant la date de la réunion de l'assemblée des associés appelée à statuer sur ce projet.

Une réduction de capital pourra être réalisée nonobstant l'existence de rompus, chaque associé devant faire son affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 10 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices, à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées, et ce, quels que soient l'époque de cette création et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exception légale, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent. Au delà, tout appel de fonds est interdit.

YFA.

Ils peuvent exercer le droit de communication permanente ou temporaire qui leur est accordé, notamment par les articles 32, 33 et 36 du décret du 23 mars 1967.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières dans quelques mains qu'elles passent.

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises régulièrement par les associés.

Les représentants, héritiers, ayant cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

ARTICLE 11 : REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé résultent des statuts, des actes modificatifs, ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

ARTICLE 12 : INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires indivis, héritiers ou ayant cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'eux, considéré par elle comme seul propriétaire. A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires.

Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

L C

YFA.

***ARTICLE 13* : CESSION DE PART ENTRE VIFS**

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seings privés. Elles ne seront opposables à la société que pour autant qu'elles aient été signifiées par huissier à la société ou acceptées par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du code civil.

Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité, et, en outre, le dépôt de deux expéditions de l'acte authentique ou de deux originaux de l'acte de cession sous seings privés, en annexe au registre du commerce et des sociétés. Entre associés, les parts sont librement cessibles, mais elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Toutefois, ce consentement n'est pas nécessaire pour les cessions consenties entre conjoints ou entre ascendants et descendants.

De même, n'aura pas besoin d'être agréé par les associés, l'adjudicataire de parts sociales ayant fait l'objet d'un nantissement suivi de réalisation forcée, mais seulement dans l'hypothèse où la société aura donné son consentement au projet de nantissement.

Tout projet de cession pour lequel ce consentement est requis doit être notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, non seulement à la société mais à chacun des associés.

Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales, ou consulter par écrit les associés sur ledit projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le consentement demandé lui est accordé, l'associé pourra céder les parts visées dans sa demande à la personne ou aux personnes désignées par lui.

Si ce consentement lui est refusé, il pourra :

- soit exiger le rachat des parts à céder par ses coassociés ou par les acquéreurs désignés par ceux-ci, s'il détient ses parts depuis au moins deux ans, ou bien, si elles lui ont été dévolues par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant. Le prix de cession est déterminé

LC

YRA

par un expert désigné soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. L'acquisition doit être réalisée dans le délai de trois mois à compter du refus. A la demande du gérant, le délai peut être prolongé une seule fois par le président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois ;

- soit accepter la proposition éventuellement faite par la société, de réduire, dans le même délai de trois mois, le capital du montant de la valeur nominale de ses parts, et de racheter celles-ci à un prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, au bout de trois mois, aucune des solutions ci-dessus envisagées n'est intervenue :

- soit que la société n'ait pas fait connaître sa décision ;

- soit que, la société ayant expressément refusé de donner son consentement, l'associé ait demandé le rachat de ses parts et que celui-ci ne soit pas intervenu dans les trois mois; l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

<u>ARTICLE 14</u> : TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES EN CAS DE DECES OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux même pour une cause autre que le décès, notamment : divorce, séparation de corps ou de biens, ou encore changement de régime matrimonial.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayant droit de l'associé décédé et, éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayant droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

L'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé est subordonné à la production de cette justification, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire, la délivrance d'expédition ou d'extrait de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant que durera l'indivision, celle-ci ne sera compté que pour une seule tête pour le calcul de la majorité requise pour les décisions relatives au consentement à donner aux projets de cession de parts visées sous l'article 13. Ce n'est qu'après avoir notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises, que les héritiers, ayant droits et conjoint survivant, seront considérés individuellement comme associés.

ARTICLE 15 : ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société.

Dans cette circonstance, la société se trouverait régie par les dispositions spécifiques de la loi relatives aux sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée.

ARTICLE 16 : DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès, elle continue entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé.

ARTICLE 17 : NOMINATION ET POUVOIR DES GERANTS

La société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, agissant en qualité de gérant.

Les gérants sont nommés par décision ordinaire des associés.

Vis à vis des tiers, chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toutes circonstances, au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Toutefois, dans ses rapports avec les associés, chacun des gérants ne pourra, sans autorisation préalable de ceux-ci donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banque, vendre ou échanger les immeubles sociaux ou le fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur un fonds de commerce, concourir à la formation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux.

Un gérant pourra faire opposition aux actes d'un autre gérant, mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec les autres associés, que si elle est faite avant que l'opération en cause soit conclue, et dans ses rapports avec les tiers, que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix. En cas de pluralité de gérants, le choix de ce mandataire devra être décidé par eux agissant conjointement et d'un commun accord.

<u>ARTICLE 18</u> : DUREE DES FONCTIONS DES GERANTS

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Les gérants peuvent résigner leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance.

La démission ou le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la société. Dans ce cas, les associés nommeront, lors d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite provoquée à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant ; toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il existerait un ou plusieurs autres gérants. L'incapacité physique, dûment constatée pendant une année, ou l'incapacité légale du gérant seront assimilées au cas de décès.

Chacun des gérants, associé ou non, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Enfin, un gérant peut être révoqué par le tribunal pour cause légitime à la demande de tout associé.

YFA

L.C

ARTICLE 19 : REMUNERATION DES GERANTS

Les gérants peuvent recevoir un traitement annuel fixe ou proportionnel, dont la quotité et le mode de paiement seront décidés par décision ordinaire des associés.

Les frais de représentation, de voyages, ou de déplacements, leur seront remboursés, soit d'une manière forfaitaire, soit sur présentation de pièces justificatives, selon ce qui sera décidé par les associés statuant en la forme ordinaire.

ARTICLE 20 : RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

L'action en responsabilité contre les gérants peut être exercée par toute personne qui a été personnellement lésée.

En outre, s'ils représentent au moins le dixième du capital social, des associés peuvent, dans un intérêt commun, charger à leurs frais un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir, tant en demande qu'en défense, l'action sociale contre les gérants.

Lorsque l'action sociale est intentée par un ou plusieurs associés, le tribunal ne peut statuer que si la société a été régulièrement mise en cause par l'intermédiaire de ses représentants légaux.

ARTICLE 21 : CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES ASSOCIES OU GERANTS

Le gérant, ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peuvent prendre part au vote, et leurs parts ne sont pas prises en comte pour le calcul de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Les dispositions qui précèdent s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles concernent également les conventions intervenues entre la gérance et un associé pour définir les conditions dans lesquelles ce dernier consentira à la société des avances temporaires de fonds productives d'intérêts. Toutefois, une décision ordinaire des associés pourra définir elle même les modalités de telles avances, notamment si elles doivent être faites par des gérants.

Enfin, à peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 22 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas mais elle peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés possédant la quotité requise du capital.

Les pôuvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité, la révocation et la rémunération des commissaires aux comptes sont définis par la loi.

ARTICLE 23 : FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

En principe, les décisions des associés sont prises en assemblée. Elles peuvent également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance. Toutefois, les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sont obligatoirement prises en assemblée réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice social.

ARTICLE 24 : ASSEMBLEE

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu de la même ville ou du même département, soit par un gérant, soit, à défaut, par le commissaire aux comptes, soit encore par un mandataire désigné à la demande d'un associé, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé.

La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Elle doit indiquer les questions à l'ordre du jour de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociale, sous réserve qu'il accepte cette fonction. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint. Mais il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts, et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée, mais vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour, ou dans un délai de sept jours. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès verbal qui mentionne la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom, et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Ce procès verbal est établi et signé par les gérants sur un registre spécial tenu au siège social et coté et paraphé par un juge du tribunal de commerce.

Toutefois, les procès verbaux peuvent être établis sur des feuillets mobiles numérotés sans discontinuité, paraphés dans les mêmes conditions que le registre sus-visé et revêtu du sceau de l'autorité qui les a paraphés. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

<u>ARTICLE 25</u> : CONSULTATIONS ECRITES

En cas de consultation écrite, la gérance adresse par lettre recommandée avec avis de réception, à chacun des associés et au dernier domicile déclaré par lui à la société, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de

YFA

LC

réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote, formulé par un oui ou par un non, inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées, doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout associé qui n'aura pas régulièrement voté dans le délai imparti, sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès verbal de la délibération sera établi par la gérance selon les formes indiquées sous l'article 24 pour les procès verbaux d'assemblées, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit, et en annexant au procès verbal la réponse de chaque associé.

ARTICLE 26 : EPOQUE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés peuvent être prises à toute époque.

Toutefois, l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de chaque exercice social doit obligatoirement être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice.

D'autre part, un ou plusieurs associés détenant au moins la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire selon leur objet.

ARTICLE 27 : DECISIONS ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi : révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque l'actif net excède cinq millions de francs.

Elles ont notamment pour objet de statuer sur les comptes de chaque exercice et sur l'affectation à donner aux résultats, de nommer et révoquer les gérants, même statutaires, de nommer le ou les commissaires aux comptes, d'autoriser les gérants à effectuer certaines opérations, d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses associés ou gérants.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

LC

UPA

ARTICLE 28 : DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sauf dans le cas où la loi et l'article 27 des statuts prévoient que cette modification peut être effectuée par une décision ordinaire.

Elles ont notamment pour objet la réduction ou l'augmentation du capital, la modification de l'objet ou de la dénomination, la fusion avec une autre société, la transformation en une société d'une autre forme, sauf l'exception mentionnée sous l'article 27.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si 'elles sont adoptées :

- à l'unanimité s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'obliger un associé à augmenter son engagement social ;

- à la majorité en nombre d'associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales s'il s'agit de statuer sur le consentement aux cessions de parts visées sous l'article 13.

ARTICLE 29 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er avril et finit le 31 mars.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le 31 mars 1994

ARTICLE 30 : ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, les comptes annuels en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires.

Elle doit également établir un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 31 : COMMUNICATION DES COMPTES SOCIAUX

La gérance doit adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport susvisé, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

L'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion, sont, le cas échéant, mis à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre par lui même et au siège social connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaire, rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

<u>ARTICLE 32</u> : APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RESULTAT

L'assemblée ordinaire des associés, qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce également sur l'affectation à donner aux résultat de cet exercice.

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice de l'exercice. Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "Réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint le dixième du capital social, mais doit recommencer en cas d'augmentation du capital social jusqu'à ce que la nouvelle limite soit atteinte.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Toutefois, avant de décider la distribution de ce bénéfice sous forme de dividendes entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, l'assemblée pourra prélever toutes sommes qu'elle jugera convenable pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserve ou de prévoyance, ou encore pour les reporter à nouveau.

Aucune distribution ne peut intervenir lorsque les capitaux propres sont ou deviendrait à la suit de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

LC

YFA

En outre, l'assemblée peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

En ce qui concerne les pertes éventuellement constatées lors de la clôture d'un exercice social, l'assemblée ordinaire peut, soit les reporter à nouveau, soit les imputer sur des bénéfices reportés ou des réserves de toute nature. Cependant, une imputation sur le capital ne peut valablement être effectuée que par une décision extraordinaire.

<u>ARTICLE 33</u> : PAIEMENT DE DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale, sont fixées par elle, ou à défaut par la gérance.

Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande des gérants.

Les dividendes non réclamés peuvent être appréhendés par la société, sauf si elle en a porté le montant au crédit du compte du bénéficiaire, auquel cas ils se prescrivent au profit de l' Etat après un délai de trente ans.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée, hors les cas de distribution de dividende fictif ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire, cette action en répétition se prescrivant par trois ans à compter de la distribution des dividendes.

<u>ARTICLE 34</u> : TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

Toutefois, sa transformation en société anonyme ne sera pas possible tant qu'elle n'aura pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés, elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme, sinon elle serait dissoute.

La décision de transformation, quel que soit le type de société adopté, doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes sur la situation de la société.

La décision de transformation en société anonyme doit être en outre précédée du rapport d'un commissaire désigné par décision de justice sur la valeur des biens composant l'actif social et sur les avantages particuliers. Conformément à la loi, les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi d'avantages particuliers. Ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

YFA

La transformation en société en nom collectif, en commandite simple ou par action, ou encore en société civile, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme, est valablement décidée par des associés représentant les trois quarts des parts sociales. La majorité simple des parts sociales est même suffisante si l'actif net figurant au dernier bilan excède cinq millions de francs.

ARTICLE 35 : FUSION - SCISSION

La société pourra, avec une ou plusieurs autre sociétés anciennes ou nouvelles, même de forme différente, réaliser soit une fusion, soit une scission, soit une fusion-scission, par une décision des associés représentant les trois quarts des parts sociales, sauf si l'opération entraîne le changement de la nationalité de la société ou une augmentation des engagements des associés, auxquels cas, l'unanimité serait requise.

ARTICLE 36 : CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions de l'article 9 alinéa 3, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés doit être publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou, si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été respectées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de 6 mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fonds, cette régularisation a eu lieu.

LC

YFA

<u>ARTICLE 37</u> : DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause.

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés à la majorité en capital des associés, ou à défaut, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Le liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société. Il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, à titre de remboursement du capital non amorti en premier lieu et de répartition de boni ensuite.

<u>ARTICLE 38</u> : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou sa liquidation, soit entre les associés, la gérance, et la société, soit entre les associés eux même relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi, et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Mr le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

LC

YFA.

***ARTICLE 39** : FRAIS*

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, dont une évaluation approximative figure dans l'état visé sous l'article 41, incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société, qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

***ARTICLE 40** : POUVOIRS*

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du gérant avec la faculté de se substituer tout mandataire de son choix.

De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, pour toutes formalités pouvant être accomplies par une personne autre que le gérant.

***ARTICLE 41** : ENGAGEMENTS CONTRACTES AU NOM DE LA SOCIETE AVANT SON IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES*

Les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes déjà accomplis par Madame Yolande FLORES-ANTON pour le compte de la société en formation et énoncés dans un état annexé aux présents statuts, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société.

En conséquence, la société reprendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

En outre, les soussignés donnent mandat à Madame Yolande FLORES-ANTON de prendre, pour le compte de la société, les engagements nouveaux qui sont déterminés et dont les modalité sont précisées en un acte spécial annexé aux présents statuts.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements.

Fait en quatre originaux à PARIS, le 7 avril 2001